



# Mobilité de la main-d'œuvre dans l'Union: l'impact des migrations de retour

## Synthèse

### Introduction

Les migrations de retour des travailleurs mobiles originaires des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) membres de l'Union européenne suscitent un intérêt croissant, dans la mesure où l'une des conséquences de la récente crise économique et financière pourrait être une accélération du retour de ces migrants travaillant dans l'UE 15 vers leur pays d'origine. La présente étude analyse l'ampleur de ce phénomène en proposant de nouvelles données empiriques, tirées non seulement de l'analyse de la littérature et des statistiques existantes, mais aussi d'entretiens avec des migrants rentrés dans leur pays d'origine, des décideurs politiques et des experts en migration. Les quatre PECO retenus pour l'étude étaient la Hongrie, la Lettonie, la Pologne et la Roumanie, en raison de la diversité de leurs expériences en matière d'émigration et de migration de retour. Les différentes études de cas ont fourni des données qualitatives précieuses sur les motifs du retour, ainsi que sur la situation du pays d'origine qui favorise ou, au contraire, décourage les migrations de retour. Les résultats des entretiens ont également jeté une lumière nouvelle sur les effets de la mobilité sur le marché de l'emploi pour les migrants rentrés dans leur pays d'origine ainsi que sur les politiques mises en place pour les aider à réintégrer le marché du travail.

### Contexte politique

La libre circulation des personnes est l'un des facteurs clés d'une croissance intelligente et durable, comme le soulignent la stratégie Europe 2020 et ses initiatives phares «Une stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois» et «Jeunesse en mouvement». Selon la première, «Le potentiel de mobilité au sein de l'Union ... [n'est] ni complètement valorisé ni suffisamment visé pour satisfaire les besoins du marché du travail, malgré la contribution majeure des migrants à l'emploi et à la croissance». À la suite des élargissements successifs de l'Union en 2004 et 2007, les flux de migrants de l'UE-8+2 vers l'UE-15 ont considérablement augmenté, ce qui a permis une meilleure répartition de la main-d'œuvre dans l'Union. Les migrations peuvent cependant également avoir des conséquences négatives pour les migrants (s'ils

acceptent des emplois médiocres et que leur capital humain est sous-utilisé) et les pays d'origine (s'ils perdent leur main d'œuvre, et, en particulier, leurs travailleurs hautement qualifiés).

Les responsables politiques européens et nationaux sont mis au défi d'adopter les mesures nécessaires pour s'attaquer aux problèmes qui empêchent actuellement les migrants en provenance des PECO ou en retour dans les PECO de tirer pleinement parti de leur capital humain et des possibilités offertes par la libre circulation des travailleurs au sein de l'Union. Afin de relever ces défis, il est nécessaire de mieux comprendre les processus actuels de migration de retour.

### Principales conclusions

- **La crise économique n'a donné lieu à aucun retour en masse.** Au lieu de cela, de nombreux migrants sont restés dans leur pays d'accueil, en attendant de voir comment les choses évoluaient, tandis que d'autres ont choisi de poursuivre leur migration vers d'autres pays de destination.
- **Les effets de la crise économique sur les migrations de retour n'ont pas été les mêmes dans les quatre pays sélectionnés.** En Pologne et en Roumanie, les effets les plus notables ont été le gel de l'émigration, une augmentation du taux de retour qui se serait, de toute façon, probablement produite plus tard et un renforcement de la circularité (lorsque les migrants reviennent à plusieurs reprises dans le pays d'accueil pour de courtes périodes), suivis d'une nouvelle hausse de l'émigration. En Lettonie, le ralentissement économique mondial a eu pour effet d'accroître l'émigration et de freiner la migration de retour, qui s'était intensifiée en 2006 et 2007, lorsque le pays connaissait une croissance économique rapide et que les salaires augmentaient de façon considérable dans de nombreux secteurs. En Hongrie, en revanche, la crise n'a pas eu d'incidence majeure sur les flux migratoires, dans la mesure où le niveau d'émigration de la main-

d'œuvre hongroise et la migration de retour au pays étaient faibles en comparaison des trois autres pays.

- **La crise économique a, pour l'essentiel, accéléré des retours qui étaient déjà prévus.** En raison de la crise et de la détérioration des conditions économiques, certains migrants sont rentrés dans leur pays d'origine plus tôt qu'ils ne l'avaient prévu. La situation économique est un élément qui est venu s'ajouter aux considérations d'ordre personnel ou familial dans la décision de retour.
- **La plupart des migrants en retour sont rentrés au pays pour des raisons familiales ou parce qu'ils avaient atteint leurs objectifs d'émigration.** Les raisons familiales relevaient, d'une manière générale, de deux catégories: rentrer au pays d'origine pour y retrouver sa famille, ou rentrer avec sa famille au pays d'origine parce que le conjoint y a trouvé un emploi ou qu'un enfant passe dans un autre cycle d'enseignement. La réalisation des objectifs visés ou, inversement, la déception engendrée par l'expérience réelle de la migration figuraient également parmi les motifs les plus importants.
- **Les migrants revenus dans leur pays d'origine ont recherché de meilleures possibilités de développement sur le plan professionnel.** Des travailleurs moyennement qualifiés en déclassement à l'étranger (situation de «gaspillage des cerveaux») sont également rentrés dans leur pays d'origine pour y retrouver leur profession initiale. Ils risquaient toutefois de rencontrer des difficultés à réintégrer avec succès le marché du travail de leur pays d'origine, en raison de ce hiatus dans le déroulement de leur carrière. Ceci était particulièrement vrai pour les jeunes sans expérience professionnelle correspondant à leurs qualifications.
- **L'expérience de mobilité des migrants hautement qualifiés revenus au pays était appréciée sur le marché du travail de leur pays d'origine, alors que cela n'était généralement pas le cas pour les travailleurs mobiles peu qualifiés.** Les migrants en retour se trouvaient en meilleure position que les autres postulants lorsqu'une expérience professionnelle internationale était importante pour l'employeur. Cela n'a pas été le cas, en règle générale, pour les emplois peu qualifiés, où les travailleurs ont rencontré des difficultés à exercer leurs nouvelles compétences.
- **Les quatre PECO considérés ont pris des initiatives politiques de nature et d'ampleur différentes en faveur des migrants en retour.** En Lettonie et en Pologne, ces initiatives s'inscrivaient dans le cadre de la lutte contre les pénuries de main-d'œuvre qu'avaient générées les départs massifs de migrants. En Roumanie,

elles répondaient à la pression exercée par les autorités des pays d'accueil pour une meilleure gestion des flux migratoires. Ces mesures semblent toutefois avoir été d'une importance mineure pour les migrants en retour, généralement sceptiques à l'égard de ces politiques, qui, de surcroît, ne bénéficiaient pas d'une grande visibilité au sein même du groupe cible.

## Orientations politiques

Les recommandations d'action énumérées ci-après proposent des mesures pouvant contribuer à remédier aux problèmes qui empêchent actuellement les migrants en provenance des PECO ou en retour dans les PECO de tirer pleinement parti de leur capital humain et des possibilités offertes par la libre circulation des travailleurs dans l'Union.

- **Aider les migrants en retour qui ont occupé des postes entraînant une déqualification à l'étranger – mesures contre le «gaspillage des cerveaux»** Les travailleurs qualifiés qui ont exercé un emploi de niveau inférieur à leur formation éprouvent souvent, à leur retour, des difficultés à réintégrer le marché du travail de leur pays d'origine. Leur potentiel est gâché dans les deux pays, d'accueil et d'origine. C'est pourquoi le phénomène de déqualification devrait faire l'objet d'une attention particulière, tant au niveau des États membres qu'à celui de l'Union.
- **Renforcer la coopération entre initiatives publiques et privées ainsi qu'avec les ONG, en explorant les synergies nécessaires** Compte tenu du manque de confiance des citoyens de la région dans leurs responsables politiques, toute initiative des pouvoirs publics à l'intention des migrants en retour devrait également impliquer des ONG ou des entités du secteur privé.
- **Améliorer la collecte des données sur les flux d'émigration de travailleurs mobiles et les migrations de retour, afin de mieux mesurer les niveaux de mobilité** Les États membres de l'Union devraient prendre des mesures pour améliorer les statistiques officielles sur l'émigration et la migration de retour, peut-être en adoptant des mesures d'incitation pour que les travailleurs mobiles déclarent officiellement leur émigration. S'agissant plus particulièrement des migrations de retour, il serait utile d'adopter une définition commune à l'échelle de l'Union de la «migration de retour», afin de faciliter les comparaisons.

### Informations complémentaires

Le rapport complet *Labour mobility within the EU: The impact of return migration* (Mobilité de la main-d'œuvre dans l'Union: l'impact des migrations de retour) est publié à cette adresse: <http://www.eurofound.europa.eu/publications/htmlfiles/ef1243.htm>.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Mme Klára Fóti, directrice de recherche, [klara.foti@eurofound.europa.eu](mailto:klara.foti@eurofound.europa.eu).